

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 104

Genève, le 29 juin 2015

"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet : Humanitaire.ws et MCI

Plan-les-Ouates contribue à réduire la dénutrition infantile chez les Yanomami

En juillet 2014, la commune genevoise de [Plan-les-Ouates](#) a accepté de soutenir un projet soumis par l'association "Appui aux Indiens Yanomami d'Amazonie – [AYA](#)". Globalement, le projet a pour objectif principal "La promotion de la santé par les agents multiplicateurs Yanomami". Il a pour cadre une douzaine de "xapono" (villages) yanomami du rio Marauia, un affluent du rio Negro, dans la municipalité de Santa Isabel do Rio Negro (État brésilien d'Amazonas). Sur le terrain, il est réalisé avec le concours des membres de l'association "Service et coopération avec le peuple Yanomami – [SECOYA](#)", le partenaire d'AYA. Il s'agit d'impliquer différents acteurs pour faire en sorte que tous les habitants connaissent et adoptent des mesures susceptibles d'améliorer l'état sanitaire de leur communauté.

Le financement obtenu auprès de la commune de Plan-les-Ouates a notamment permis de réaliser un cours exclusivement destiné à des femmes sur le thème de la dénutrition infantile. Elles ont été 26 à y participer, originaires de six villages yanomami. Une première pour la [Secoya](#). Le cours, réalisé en collaboration avec l'association "[Os Rios Profundos](#)" a eu lieu du 22 au 28 novembre 2014 dans le xapono de Pukima Beira. Le lieu primitivement proposé par la Secoya, le xapono de Poraquequara, situé à l'embouchure du rio Marauia, n'a pas convenu aux communautés qui le trouvaient trop éloigné des autres villages en cas de problème dans les familles qui auraient nécessité le retour des femmes.

Le séminaire a commencé par diverses activités permettant aux participantes de se présenter, d'exprimer leurs attentes, mais aussi de définir des notions telles que les dénutritions aiguë et chronique avec leurs symptômes. Elles ont montré que le marasme – un état pathologique dû à un apport énergétique insuffisant – est bien une réalité présente dans les villages. Une partie du cours a porté sur les dangers des aliments industrialisés, les maladies telles que l'hypertension, le diabète, le cholestérol en augmentation dans la Terre Indigène Yanomami. Les intervenantes ont souligné l'importance d'une alimentation locale de qualité pour combattre la dénutrition et les problèmes de surpoids, signe de malnutrition.

Les problèmes de dénutrition des enfants peuvent avoir pour origine les carences nutritionnelles des femmes, transmises de génération en génération. Quelles mesures prendre pour couper ce cercle vicieux ? A aussi été abordée la question des maternités précoces fréquentes chez les Yanomami. Ont également été discutés les problèmes liés à l'allaitement maternel, mais aussi les dangers du lait en poudre et de l'usage récent des biberons quand les conditions d'hygiène ne peuvent pas être respectées. Les participantes ont réalisé un "Arbre de problèmes" afin d'approfondir les causes de la dénutrition infantile. Un autre "Arbre" relatif aux conséquences de la dénutrition, la plus grave étant la mortalité infantile. Un troisième "Arbre" étant celui des solutions qui touchent toute une palette d'actions possibles : l'amélioration du service de santé, la lutte contre les causes de diarrhées, du paludisme, de pneumonies, mais aussi l'alimentation complémentaire, le manque d'aliments, l'allaitement maternel et les problèmes familiaux. Un cours où les participantes ont pu prendre conscience qu'elles peuvent vraiment être actives pour la promotion de la santé dans leurs communautés. Un cours porteur d'espoir.

AYA remercie la commune de Plan-les-Ouates pour l'appui apporté à son partenaire.

* Voir "AYA Info" [No 95](#) du 28 août 2014

** Prononcer "Chapono"

Un nouveau président à la tête de la Funai

Le 16 juin, le Ministre d'État, Chef de la Maison civile de la présidence de la République a [nommé](#) João Pedro Gonçalves da Costa président de la [FUNAI](#). Cela après un intérim de deux ans, dont seize mois assurés par Maria Augusta Boulitreau Assirati et huit mois pendant lesquels la Fondation a été dirigée par Flávio Chiarelli Vicente de Azevedo.

Le nouveau président - 63 ans - a une formation en agronomie. Il a été engagé dans le mouvement étudiant. En politique, membre du Parti des travailleurs, il a assumé divers mandats politiques : conseiller municipal à Manaus, député à l'Assemblée législative de l'État d'Amazonas. Il a également été Sénateur, membre de plusieurs commissions. Selon le quotidien de Manaus "[A Crítica](#)", le choix du gouvernement est lié à une volonté de donner plus de place aux politiciens de l'Amazonie dans les sphères dirigeantes du pays. L'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB, dans une [note](#) du 1^{er} juin dernier a rappelé sa

demande : que la présidence de la Funai soit confiée à Flávio Chiarelli. L'Articulation n'a pas été entendue du gouvernement. L'ex-président par intérim a été nommé Conseiller spécial du ministre de la Justice. La Présidence de la FUNAI, compte tenu de la politique indigéniste du pays, est un poste où le turnover est important. Le mandat de Márcio Meira qui a duré cinq ans, d'avril 2007 à avril 2012 fait figure d'exception. La Funai a été fondée en décembre 1967. Elle a connu plus d'une trentaine de présidents ! Les deux dernières Présidences de la république – celles de Lula et de Dilma – se distinguent par le petit nombre de Terres Indigènes démarquées.

Grands barrages amazoniens : le gouvernement brésilien dénoncé à l'ONU

Ademir Kaba, un leader du peuple Munduruku était au Palais des Nations à Genève, le 24 juin, pour interpellier le Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur les violations des droits des peuples autochtones commises par le gouvernement brésilien en Amazonie, dans le cadre de la construction de barrages hydroélectriques sur les rivières amazoniennes notamment celui de Belo Monte sur le rio Xingu et un ensemble d'ouvrages sur le rio Tapajós et ses affluents. Ademir était accompagné de Felício Pontes, procureur au Ministère Public Fédéral.

Il est particulièrement reproché aux autorités de ne pas avoir respecté le droit des peuples autochtones à une consultation pour un Consentement Préalable, Libre et Eclairé avant le début des travaux. Est également dénoncée l'utilisation répétée d'un outil légal connu sous le nom de "Suspension de sécurité" : Quand un tribunal de rang inférieur dénonce une violation des droits des peuples autochtones et demande, par exemple, l'arrêt des travaux, un juge d'une instance supérieure, à la sollicitation du gouvernement fédéral, peut suspendre la première décision en se basant sur des menaces présumées à la sécurité nationale et à "l'ordre social et économique" du pays. Et cela jusqu'à la dernière phase du recours qui peut intervenir plusieurs années après. Cela laisse le temps à la construction des ouvrages de devenir un fait accompli !

Le collectif d'associations* qui a remis un "[Exposé écrit](#)" au Conseil des droits de l'homme, demande au gouvernement brésilien de respecter l'indépendance du système judiciaire, et de supprimer l'utilisation de la "Suspension de sécurité", cet instrument qui sape les décisions juridiques favorables aux droits des autochtones. Il lui demande aussi de respecter les engagements internationaux des droits de l'homme et d'appliquer un processus culturellement approprié de consultation préalable."

Ce processus approprié de consultation, les Munduruku en ont défini les modalités dans un "Protocole" élaboré en septembre 2014, approuvé par une assemblée extraordinaire réunie en décembre 2014 et remise Miguel Rossetto, Secrétaire de la Présidence de la république en janvier 2015**.

Ademir Kaba et Felício Pontes ont encore tenu plusieurs rencontres à Paris. Des intérêts français sont engagés dans la construction des ouvrages faisant l'objet de contestations.

Une délégation brésilienne avait déjà dénoncé les violations des droits des autochtones en mars 2014.***

* Présenté notamment par [France Libertés](#) : Fondation Danielle Mitterrand et de nombreuses organisations indigènes, indigénistes, écologistes et de défense des droits de l'homme.

** Voir "AYA Info" [No 100](#) / *** Voir "AYA Info" [No 91](#)

L'encyclique "Laudato Si'", l'Amazonie et les peuples indigènes

L'encyclique "[Laudato Si'](#)" (Loué sois – tu) du pape François sur "La sauvegarde de la maison commune" publiée ce 18 juin devrait trouver un écho particulier au Brésil pour deux raisons au moins. Premièrement, c'est un pays où la majorité de la population est catholique. Deuxièmement, il y est question de l'Amazonie, de la déforestation, de l'accès à l'eau potable et des peuples indigènes; des sujets d'actualité bien brésilienne. Les lignes qui suivent n'ont d'autre prétention que de rappeler quelques passages de la lettre de François susceptibles d'être illustrés par des situations souvent développées dans les "brèves" de ce bulletin.

L'Amazonie et les forêts tropicales.

À propos de la perte de biodiversité: (§ 37)* "Certains endroits requièrent une protection particulière à cause de leur énorme importance pour l'écosystème mondial, ou parce qu'ils constituent d'énormes réserves d'eau et assurent ainsi d'autres formes de vie. (§ 38) "Mentionnons, par exemple, ces poumons de la planète pleins de diversité que sont l'Amazonie et le bassin du fleuve Congo ou bien les grandes surfaces aquifères et les glaciers. On n'ignore pas l'importance de ces lieux pour toute la planète et pour l'avenir de l'humanité. Les écosystèmes des forêts tropicales ont une biodiversité d'une énorme complexité, presque impossible à répertorier intégralement, mais quand ces forêts sont brûlées ou rasées pour développer des cultures, d'innombrables espèces disparaissent en peu d'années, quand elles ne se transforment pas en déserts arides. Cependant un équilibre délicat s'impose, quand on parle de ces endroits, on ne peut pas non plus ignorer les énormes intérêts économiques internationaux qui, sous prétexte de les sauvegarder, peuvent porter atteinte aux souverainetés nationales. De fait, il existe "des propositions d'internationalisation de l'Amazonie, qui servent uniquement les intérêts économiques des corporations transnationales". Elle est louable la tâche des organismes internationaux et des organisations de la société civile qui sensibilisent les populations et

coopèrent de façon critique, en utilisant des mécanismes de pression légitimes, pour que chaque gouvernement accomplisse son propre et intransférable devoir de préserver l'environnement ainsi que les ressources naturelles de son pays, sans se vendre à des intérêts illégitimes locaux ou internationaux."

La pollution.

Elle est bien sûr mentionnée à de nombreuses reprises, par exemple, quand le pape parle de la "Dette écologique" du Nord à l'égard du Sud : (§ 51) "Les exportations de diverses matières premières pour satisfaire les marchés du nord industrialisé ont causé des dommages locaux, comme la pollution par le mercure dans l'exploitation de l'or ou par le dioxyde de soufre dans l'exploitation du cuivre".

Les peuples indigènes.

Au quatrième chapitre de son document, François prône une écologie intégrale (§ 137), aux dimensions environnementale, économique, sociale et culturelle (§ 143), il parle de l'attention à porter aux peuples indigènes : "(§ 145) Beaucoup de formes hautement concentrées d'exploitation et de dégradation de l'environnement peuvent non seulement épuiser les ressources de subsistance locales, mais épuiser aussi les capacités sociales qui ont permis un mode de vie ayant donné, pendant longtemps, une identité culturelle ainsi qu'un sens de l'existence et de la cohabitation. La disparition d'une culture peut être aussi grave ou plus grave que la disparition d'une espèce animale ou végétale. L'imposition d'un style de vie hégémonique lié à un mode de production peut être autant nuisible que l'altération des écosystèmes."

"(§146) Dans ce sens, il est indispensable d'accorder une attention spéciale aux communautés aborigènes** et à leurs traditions culturelles. Elles ne constituent pas une simple minorité parmi d'autres, mais elles doivent devenir les principaux interlocuteurs, surtout lorsqu'on développe les grands projets qui affectent leurs espaces. En effet, la terre n'est pas pour ces communautés un bien économique, mais un don de Dieu et des ancêtres qui y reposent, un espace sacré avec lequel elles ont besoin d'interagir pour soutenir leur identité et leurs valeurs. Quand elles restent sur leurs territoires, ce sont précisément elles qui les préservent le mieux. Cependant, en diverses parties du monde, elles font l'objet de pressions pour abandonner leurs terres afin de les laisser libres pour des projets d'extraction ainsi que pour des projets agricoles et de la pêche, qui ne prêtent pas attention à la dégradation de la nature et de la culture."

Au cinquième chapitre, le pape donne "(§163) Quelques lignes d'orientation et d'action". (§ 176) Il parle du dialogue en vue de nouvelles politiques nationales et locales.

Parmi les réponses envisageables, François rappelle qu'au niveau local, il est possible de prendre des initiatives : "(§179)... l'instance locale peut faire la différence alors que l'ordre mondial existant se révèle incapable de prendre ses responsabilités. En effet, on peut à ce niveau susciter une plus grande responsabilité, un fort sentiment communautaire, une capacité spéciale de protection et une créativité plus généreuse, un amour profond pour sa terre ; là aussi, on pense à ce qu'on laisse aux enfants et aux petits-enfants. Ces valeurs ont un enracinement notable dans les populations aborigènes..."

Et de poursuivre sur le rôle des organisations de la société civile

(§ 179) "Étant donné que le droit se montre parfois insuffisant en raison de la corruption, il faut que la décision politique soit incitée par la pression de la population. La société, à travers des organismes non gouvernementaux et des associations intermédiaires, doit obliger les gouvernements à développer des normes, des procédures et des contrôles plus rigoureux. Si les citoyens ne contrôlent pas le pouvoir politique – national, régional et municipal – un contrôle des dommages sur l'environnement n'est pas possible non plus."

Plusieurs organisations brésiliennes ont très vite réagi positivement à la publication de l'encyclique, par exemple [Greenpeace Brésil](#), le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre – [MST](#) et le Conseil Indigéniste Missionnaire – [CIMI](#).

À voir, dans l'avenir, la réponse qui sera apportée au pape François !

* Ces parenthèses renvoient aux paragraphes de l'encyclique.

** "aborigène" est à prendre dans sa première définition: "Qui est originaire du pays où il vit". "Aborigène" – avec une majuscule - est utilisé pour les autochtones d'Australie (Larousse). En Amérique latine, c'est le terme "Indigènes" qui est le plus couramment utilisé et, dans une moindre mesure, on parle "d'Indiens". Au niveau international, il est le plus souvent question "d'autochtones". Certains utilisent également le terme de "Peuples premiers".

Bernard Comoli

Important : L'activation des liens hypertextes (en bleu) renvoie aux sources utilisées pour la rédaction de ce bulletin. Elles sont souvent en portugais, sauf quand il s'agit d'anciens "AYA Info".

PS : Ces brèves sont souvent reprises, détaillées et parfois illustrées, dans un blog du quotidien "La Tribune de Genève" à l'adresse suivante : <http://bcomoli.blog.tdg.ch>